COMMUNE DE SIERCK LES BAINS

Département de la
Moselle
Arrondissement de
Thionville

**Extrait du procès-verbal des délibérations
du Conseil Municipal**

Nombre de conseillers
élus : 19

Séance du 11 juin 2025

Nombre de conseillers
en fonction : 19

Sous la présidence de Mme HAMMOND Helen, Maire,

Nombre de conseillers
présents : 13

Présents : Mmes, MM, BUCHHEIT Pascal, MICHELETTA Dominique, MONNAUX François, THEOBALD Bernard, BRANCO DE VERA Simone, Adjoints, GATEAU Benjamin, REPPLINGER Marie-Pierre, BERTHE Henri, WECHTLER Christian, MATHIEU Valérie, SCHATZ Paul, GERELLI David, Conseillers Municipaux.

Convocation du
03.06.2025

Absents excusés : Mmes, MM, CARTER Colette, HAVENNE Marion.

Absents non excusés : Mmes, M, CASANOVA Blanche, FIRMIN Aurélien, BELMO Philippe, REINE Anne-Kathrin.

Secrétaire de séance : Mme BRANCO DE VERA Simone.

Le présent Conseil Municipal approuve à l'unanimité et en tous ses points le compte-rendu de la séance du 7 avril 2025.

Le Conseil Municipal, désigne à l'unanimité des membres présents, Madame BRANCO DE VERA Simone, comme secrétaire de séance.

1 - Convention de superposition de gestion du domaine public fluvial aux fins de la mise en oeuvre et de la gestion d'un itinéraire cyclable - Avenant n° 1

Par convention en date du 08 septembre 2003, l'Etat a autorisé la mise en superposition de gestion d'une partie de son domaine public fluvial, en vue de la création et de la gestion d'un itinéraire cyclable sur la commune de Sierck les Bains sur la rivière Moselle rive droite sur une longueur d'environ 0.850 km du P.K. 245.300 au P.K. 246.154. Section n° 1, 2, 3 et 6 NC.

Depuis le 25 novembre 2011, VNF est compétent pour autoriser la mise en superposition d'affectations du domaine public fluvial qui lui a été confié. VNF se substitue ainsi à l'Etat pour la signature du présent avenant.

La présente convention est établie pour une durée de 26 ans.

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal d'adopter l'avenant n°1 à la convention de superposition de gestion du domaine public fluvial aux fins de la mise en oeuvre

et de la gestion d'un itinéraire cyclable, d'autoriser Madame le Maire à signer ledit avenant.

Après avoir entendu le rapport de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'adopter l'avenant n°1 à la convention de superposition de gestion du domaine public fluvial aux fins de la mise en oeuvre et de la gestion d'un itinéraire cyclable ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer ledit avenant ainsi que toutes les pièces afférentes.

2 - Bibliothèque municipale – « Création ou remise à niveau des collections de base » - demande de subvention au Département de la Moselle

Concernant la bibliothèque municipale, Madame de Maire informe les conseillers que la Commune est susceptible d'obtenir une subvention du Département de la Moselle.

Cette aide est destinée à mettre à niveau la collection de base de la bibliothèque en conformité avec la mission de service public des bibliothèques du réseau départemental et la politique d'acquisitions de la Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré :

- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents utiles et à solliciter la demande de subvention afférente à cette opération ;
- La commune s'engage à porter cette subvention au budget communal et à acquérir les ouvrages au titre communal.

3 - Avenant n° 2 au contrat pour la délégation par affermage du Service Public de l'eau potable - VEOLIA

La commune de SIERCK LES BAINS a confié par délibération en date du 16 décembre 2024, à VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, la gestion de son service public de l'eau potable par un contrat d'affermage avec prise d'effet le 1er janvier 2025, prenant fin le 31 décembre 2032.

Le contrat fait l'objet d'un avenant n° 1 ayant pour objet de corriger ou de compléter des points du contrat et de clarifier certains articles pour une bonne mise en œuvre. Or, malgré cet avenant, il s'avère que certaines dispositions relatives à la facturation nécessitent également d'être ajustées afin de pouvoir être mises en œuvre.

Le contrat peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence car les modifications ne sont pas qualifiables de modification substantielle au sens de l'article R.3135-7 du Code de la Commande Publique.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise Madame le Maire à signer l'avenant n° 2 au contrat pour la délégation par affermage du Service Public de l'eau potable.

4 - Mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (IFSE) – Police municipale

Le Maire rappelle à l'assemblée :

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le Code général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 25 avril 2025,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale,

Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et d'en déterminer les critères d'attribution.

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement comprend 2 parts :

- une part fixe,
- une part variable versée selon l'engagement et la manière de servir de l'agent.

I. Les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents *titulaires, stagiaires de droit public* exerçant les fonctions des cadres d'emplois de la filière police municipale suivant :

- **Agents de police municipale**

II. La part fixe

Le montant de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

- Cadre d'emplois des agents de police municipale : **30 %**

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

III. La part variable

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

- Cadre d'emplois des agents de police municipale : **5 000 €**

La part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant :

- la valeur professionnelle de l'agent,
- son investissement personnel,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe,
- sa contribution au collectif de travail,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires,
- son implication dans un projet de service.

La part variable est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini précédemment et complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils seront réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

IV. Cumul

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

V. Modalités de retenue pour absence ou de suppression

Taux d'absentéisme pour maladie ordinaire : au-delà de 10 jours par an, il sera appliqué une retenue de 1/30^{ème} par jour d'absence.

Le régime indemnitaire est maintenu en cas de :

- Congés annuels
- Congés maternité, paternité et d'adoption
- Accident de service, maladie professionnelle, dans la limite du traitement.

Le régime indemnitaire sera supprimé pendant la période en cas de :

- Congé longue durée
- Congé longue maladie
- Grave maladie.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE

- D'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (part fixe/part variable) selon les modalités définies ci-dessus.
- D'autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de l'indemnité dans le respect des principes définis ci-dessus.
- D'abroger les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire du 23.06.2004 et du 30.07.2009 ;
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/07/2025.

5 - Lancement de la procédure d'abandon manifeste – Bâtiment sis n°14 et 18 venelle Saint Christophe 57480 Sierck les Bains

Vu les articles L. 1123-2, R. 1123-1, R. 1123-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques;

Vu l'article 713 du Code Civil ;

Vu l'article L2243-1 du Code général des Collectivités Territoriales ;

Il est exposé à l'assemblée communale que les articles L2243-1 à L2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent au Maire, lorsque des immeubles ou parties d'immeubles, installations ou terrains sans occupant à titre habituel ne sont manifestement plus entretenus, d'engager à la demande du Conseil municipal une procédure de déclaration d'abandon manifeste.

Cette procédure permet à la Commune de prendre possession sous certaines conditions d'un immeuble bâti ou non bâti, sans occupant et manifestement non entretenu.

La procédure est engagée à la demande du Conseil Municipal par le Maire qui, par un procès-verbal provisoire, constate l'état d'abandon manifeste et précise la nature des travaux indispensables à y effectuer pour faire cesser l'état d'abandon.

A l'issue d'un délai de trois mois, à compter de l'exécution des mesures de publicité, le Maire constate par un procès-verbal définitif l'état d'abandon manifeste de l'immeuble. Cette procédure ne peut être poursuivie si le propriétaire a réalisé les travaux prescrits dans le délai qui lui était imparti.

Ce n'est qu'à l'issue de ce délai que le Maire peut saisir le Conseil municipal à qui il revient de décider s'il y a lieu de déclarer la parcelle en état d'abandon manifeste, et d'en poursuivre l'expropriation au profit de la Commune dans les conditions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Considérant que le Maire, à la demande du conseil municipal, peut engager la procédure de déclaration en état d'abandon manifeste pour des immeubles, parties d'immeubles et terrains sans occupant à titre habituel qui ne sont manifestement plus entretenues ;

Considérant que sur la Commune de Sierck les Bains (57480), des immeubles situés au 14, 16 et 18 venelle Saint Christophe, cadastrés parcelles n° 122, 121 et 120 section 1, appartenant à Monsieur Al Mostafa FROUNI, peuvent être considérés en état d'abandon manifeste ;

Considérant que ces biens peuvent être considérés comme en état d'abandon manifeste :

Considérant qu'en effet il a été constaté :

- Que les bâtiments sont aujourd'hui inoccupés et vacants, qu'ils ne bénéficient plus de la desserte électrique (le compteur a été déposé), qu'ils ne sont plus chauffés et qu'ils sont alors soumis aux intempéries,
- Pour les immeubles situés sur les parcelles n° 121 et 122 section 1 :
 - ✓ Qu'au niveau de la façade extérieure
 - un dévers s'est formé sur toute sa longueur et que des fissures se sont constituées entre les ouvertures.
 - ✓ Qu'à l'intérieur des immeubles
 - les deux murs de refends présentent des désordres structurels. Le premier au droit de la limite parcellaire est fissuré à l'angle avec la façade sur toute sa hauteur. Le second est complètement désolidarisé du mur de la façade. Les ouvertures créées sur ces murs de refends n'ont par ailleurs pas été accompagnées de linteaux. Cette situation fragilise les murs de refends.
 - ✓ Qu'au niveau des caves :
 - les voutes se sont effondrées totalement au niveau de la parcelle 121 et partiellement au niveau de la clé de voute.

En conclusion, le rapport conclut que l'on doit s'attendre à court et moyen terme à un effondrement partiel voire total de la façade.

- Pour l'immeuble situé sur la parcelle n°120 section 1 :
 - ✓ Qu'au niveau de la façade extérieure :
 - Un bombement s'est formé sur la partie gauche de la façade.
 - ✓ Qu'à l'intérieur de l'immeuble :
 - Aucune structure ne subsiste en particulier au niveau des planchers.

Considérant que le propriétaire n'a, à ce jour, réalisé aucune démarche pour remédier à la dégradation des immeubles litigieux ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- autorise Madame le Maire à engager la procédure d'abandon manifeste pour les bâtiments situés 14, 16 et 18 venelle Saint Christophe 57480 Sierck les Bains, cadastrés parcelles n° 122, 121 et 120 section 1, et l'autorise également à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mener à bien cette procédure.

6 - Prévision des coupes de bois – vente sur pieds

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte la vente sur pied en juin des parcelles 2, 17A, 18 et 24. Les parcelles 1, 12, 13A et 20p seront réservées aux affouagistes.

Les arbres de diamètre supérieur à 40 cm seront abattus par les bûcherons professionnels pour le 15 décembre 2025.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, demande la délivrance des produits non façonnés (sur pied et houppiers) destinés à être transformés en bois de chauffage par les affouagistes. La Commune a déterminé le mode de partage par tête d'habitant ayant domicile réel et fixe dans la commune.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe :

- la taxe d'affouage à 15 €/stère
- le délai d'exploitation des bois au 30 avril 2026
- le délai d'enlèvement des bois au 30 août 2026.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, désigne conformément à l'article L 145-1 du Code Forestier, les trois garants solidairement responsables de la bonne exécution de la coupe :

- Mme Helen HAMMOND
- M. Pascal BUCHHEIT
- M. Bernard THEOBALD

L'aide de l'agent est sollicitée pour la matérialisation et la réception des lots, rémunération de 3.10 € par stère.

Le Chef d'Agence de l'ONF procédera à la délivrance des coupes et à l'agrément des garants.

7 - Compte-rendu annuel 2024 de la SODEVAM, opération « Lotissement Bellevue »

La commune de SIERCK LES BAINS a signé une convention avec la société de développement et d'aménagement nord Lorraine SODEVAM le 11 décembre 2003 pour une durée de six ans. Un avenant a été signé le 17 février 2010 par les parties, reçu régulièrement par la Sous-préfecture de Thionville le 05 mars 2010 prolongeant ainsi la durée de validité de la convention de dix années.

Dans le cadre de cette concession, les missions de la SODEVAM sont les suivantes :

- acquérir les terrains, à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, situés dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans la convention publique d'aménagement ;
- réaliser les travaux de voirie et réseaux définis dans le permis de lotir ;
- procéder à toutes les études nécessaires et, notamment, en cours d'opération, proposer toute modification de programme qui s'avèrerait opportune, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants.

- tenir constamment à jour, outre les documents comptables, des documents de gestion faisant apparaître les éventuelles difficultés et la situation de trésorerie ainsi que négocier et contracter les moyens de financements les plus appropriés ;
- mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles, préparer et signer tous actes nécessaires ;
- prendre en charge les tâches d'accueil des usagers et d'animation de la zone ;
- assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensables pour la fin de l'opération, et assurer en tout temps une complète information de la commune sur les conditions de déroulement de l'opération.

Dans le cadre de l'analyse et des perspectives :

L'année 2025 sera marquée par la clôture de l'opération (la voirie ayant été rétrocédée en 2023) avec le lot 19 qui sera acquis par la SODEVAM (déduction des dépenses supplémentaires liées au lot qui sont prévues en 2025).

Le solde de la trésorerie du projet d'élève à – 106K€ au 31 décembre 2024.

Les dépenses prévisionnelles sur l'exercice 2025 sont estimées à 2 K€ comprenant les frais financiers et divers éventuels liés à la commercialisation du dernier lot. La recette de la cession est évaluée à 121 K€ pour 2025 (lot 19).

Au terme du contrat de concession, la trésorerie du projet devrait ainsi être égale à 0 €.

Après avoir entendu le rapport de Madame le Maire et après avoir consulté le compte rendu annuel de 2024 du Lotissement « Bellevue », il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de celui-ci.